

<http://pierre-alainmillet.fr/ZFE-Michele-Picard-demande-a-Bruno-Bernard-de-desserrer-le>



ZFE : Michèle Picard demande à Bruno Bernard de « desserrer le calendrier »

- Vie politique -



Date de mise en ligne : samedi 14 décembre 2024

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Je pense utile de diffuser cet article du journal vénissien « expressions » qui interroge Michèle Picard sur l'arrivée de la ZFE en préparation d'un dossier du journal sur ce sujet qui préoccupe beaucoup.

Loin des agitations politiciennes de ceux, comme le maire de Saint-Priest, qui instrumentalisent les préoccupations légitimes de nombreux automobilistes, Michèle Picard alerte et cherche comment protéger les Vénissiens concernés, malgré une loi ZFE inefficace et injuste. Elle a raison de demander au président de « desserrer » la contrainte. Il faut se donner le temps d'obtenir une révision de cette loiâ€¦

ZFE : Michèle Picard demande à Bruno Bernard de « desserrer le calendrier »

À deux semaines d'un durcissement de la ZFE, le maire de Vénissieux demande au président de la Métropole « du temps et un meilleur accompagnement ».

[<http://pierre-alain-millet.fr/local/cache-vignettes/L400xH266/10000000000004b000000320bd69bd04-fda4f.jpg>]
Photo Archives Expressions – Emmanuel FOUROT

Dès le 1er janvier prochain, la Zone à faibles émissions de la Métropole de Lyon deviendra plus contraignante, excluant tous les véhicules Crit'Air 3. À Vénissieux, plus de 7000 automobiles sont concernées, soit près 30 % du parc. L'impact de cette mesure, perçue par de nombreux citoyens comme un catalyseur d'inégalités, est potentiellement énorme. Des centaines de familles modestes et d'artisans verraient leur mobilité réduite. Ou s'exposeraient à des pénalités financières en cas de non-respect de la règle. C'est un sujet brûlant sur lequel Expressions prépare un large dossier. Interrogée dans le cadre de cette enquête, Michèle Picard, maire de Vénissieux, annonce qu'elle vient d'écrire au président de la Métropole pour qu'il desserre le calendrier et mette en œuvre une réponse adaptée à la situation sociale. Nous reproduisons ci-dessous l'entretien qu'elle nous a accordé.

[<http://pierre-alain-millet.fr/local/cache-vignettes/L240xH180/10000000000000f0000000b4eefb6f38-4b47f.jpg>]

– Le durcissement de la ZFE au 1er janvier va impacter des milliers de Vénissiens. Comment vous positionnez-vous par rapport à cette mesure très contestée ?

Je ne mets pas en cause les objectifs de la ZFE en matière de décarbonation et d'amélioration de la qualité de l'air, mais avec les élus communistes à la Métropole, cela fait longtemps que nous alertons sur le fait que le calendrier de mise en place est très serré, et que l'impact n'est pas supportable pour une grande proportion des habitants. C'est encore plus vrai aujourd'hui vu le contexte social et économique que nous traversons. C'est pourquoi j'ai écrit au président Bruno Bernard pour lui demander de donner davantage de temps aux habitants et de mieux les accompagner dans cette transition.

– Que lui demandez-vous précisément : un moratoire, un délai, des aides plus élevées... ?

Je demande que l'on recule la date butoir et que l'on bâtit une réponse adaptée à la situation sociale. Cette réponse passe probablement par des aides financières supérieures de la Métropole, mais aussi par une action revendicative auprès de l'État pour qu'il revienne sur la suppression des primes à la casse et ZFE, récemment décidée dans le cadre des restrictions budgétaires. Il faut reconstruire un contexte favorable à la transition écologique, sans quoi nous n'y arriverons pas.

La consultation que nous avons menée en 2023 à Vénissieux montrait bien que de très nombreux habitants n'envisageaient pas de changer de véhicule. Ce n'est pas une question de volonté de leur part, c'est qu'ils ne peuvent pas le faire. Ils n'en ont pas les moyens. On ne peut pas être sanctionné pour cette raison, ce n'est pas un délit de ne pas pouvoir changer de voiture.

Donc au 1er janvier vous vous opposerez à la sanction ? Si on desserre le calendrier, de fait il n'y aura pas de sanction.

– Mais si le calendrier n'était pas desserré, quelle serait votre attitude sur le territoire vénissien, quelles consignes donneriez-vous à la police municipale ?

Je le dis très clairement dans mon courrier à Bruno Bernard : la PM à Vénissieux a d'autres priorités, elle a déjà fort à faire en matière de tranquillité publique. Il n'est pas envisageable de déroger à cette mission prioritaire pour une mission supplémentaire de verbalisation dans la ZFE. D'autant que les contraintes budgétaires imposées par l'État pèsent sur nos capacités de recrutement de nouveaux policiers.

– Quand vous dites qu'il faut desserrer le calendrier, c'est de combien : un an, deux ans, trois ans... ? Plutôt que de fixer une date précise, je pense qu'il faut changer de paradigme. Nous devons d'abord prendre en compte le cycle naturel – si je puis dire – de renouvellement des véhicules. Ensuite, il faut créer un contexte d'accompagnement véritablement favorable, suffisamment pour enclencher une dynamique, une adhésion, il faut que ce soit incitatif. Ce n'est pas par la sanction que l'on peut régler cette question-là. J'en suis convaincue.

– La Métropole a déjà fait plusieurs reports et de nombreux aménagements sur la ZFE, pensez-vous que le président Bernard puisse encore reculer ?

Sa réponse nous le dira. Je l'espère en tout cas, la problématique sociale ne se pose pas qu'à Vénissieux, elle touche une grande partie de la population de la métropole.